

Consultation publique ARCEP Décembre 2009

Accès au Génie Civil de France Télécom

A titre liminaire, le contributeur tient à apporter certaines précisions concernant la définition du marché pertinent d'accès aux infrastructures physiques de la boucle locale.

En effet, la définition et l'analyse de ce marché date de 2008. Or, depuis cette date, des évolutions technologiques ont permis le développement de techniques de pose de fourreaux dans des infrastructures existantes et notamment les réseaux d'assainissement non visitables, les réseaux de collecte d'eaux pluviales.

Notre pays a la chance de compter un réseau très dense et capillaire en matière d'assainissement.

Le législateur, conscient de ces évolutions technologiques a d'ailleurs modifié le code des postes et communications électroniques au travers de la LOI POUR L'ACCELERATION DES PROGRAMMES DE CONSTRUCTION ET D'INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS qui a été adoptée le 17 février 2009 (loi n° 2009-179). Il a ainsi créé un droit de passage dans les réseaux publics situés sur le domaine public routier (visant en cela notamment les réseaux d'assainissement...).

Le législateur a modifié l'art L 45-1 comme suit :

« Les exploitants de réseaux ouverts au public bénéficient d'un droit de passage, sur le domaine public routier et dans les réseaux publics relevant du domaine public routier et non routier, à l'exception des réseaux et infrastructures de communications électroniques, et de servitudes sur les propriétés privées mentionnées à l'article [L. 48](#), dans les conditions indiquées ci-après.

Les autorités concessionnaires ou gestionnaires du domaine public non routier peuvent autoriser les exploitants de réseaux ouverts au public à occuper ce domaine, dans les conditions indiquées ci-après.

L'occupation du domaine public routier ou non routier peut donner lieu au versement de redevances aux conditions prévues aux articles [L. 46](#) et [L. 47](#).

Le prix facturé pour l'occupation ou la vente de tout ou partie de fourreaux reflète les coûts de construction et d'entretien de ceux-ci.

L'installation des infrastructures et des équipements doit être réalisée dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux, et dans les conditions les moins dommageables pour les propriétés privées et le domaine public. »

Les modalités de ce droit de passage sont fixées à l'art L 47-1 du même code.

Le législateur a pris en compte l'existence des infrastructures alternatives permettant d'accueillir des réseaux de communications électroniques.

En outre, depuis 2008, différents intervenants souhaitent se développer sur ce marché et proposer des offres alternatives utilisant des infrastructures existantes et concurrentes du génie civil France Télécom.

Le marché pertinent considéré n'a plus la même configuration qu'en 2008. Les évolutions technologiques, les offres des entreprises ainsi que les mesures prises par le législateur ont pour conséquence d'ouvrir ce marché aux **infrastructures existantes** susceptibles d'accueillir des réseaux en fibre optiques. Pour mémoire, le réseau de France Télécom compterait 450.000 kms, le réseau d'assainissement représenterait 326.000 kms soit un linéaire du même ordre de grandeur.

Les infrastructures existantes susceptibles d'accueillir des réseaux de communications électroniques représentent au total 2.016.000 kms (si on y inclus le réseau ERDF et sans compter le réseau RTE non pertinent pour de la boucle locale filaire) dont France Télécom ne représente que 22 %. Ce constat contredit l'affirmation selon laquelle France Télécom serait en position de monopole de fait sur le marché de la fourniture d'infrastructure d'accueil des réseaux de communication électronique.

Les réseaux d'assainissement appartiennent en très grande majorité aux collectivités et leur capillarité permet d'envisager une alternative sérieuse au génie civil de France Télécom.

Sans avoir besoin de « dupliquer » les infrastructures, ce que ne semble pas souhaiter l'ARCEP à juste titre, il est important de souligner que les infrastructures existantes susceptibles d'accueillir des réseaux pour la boucle locale filaire sont relativement étendues et dépassent largement le simple génie civil de France Télécom.

L'ARCEP est invitée à tenir compte de ces nouvelles données économiques et contextuelles dans le cadre de son analyse.

Le contributeur se propose d'éclairer l'analyse de l'ARCEP à la lumière de ce nouveau contexte favorable à l'émergence d'une saine concurrence sur ce marché.

Le fait de **favoriser une saine et pérenne concurrence sur ce marché, qui fait partie des objectifs de l'ARCEP comme elle le rappelle très justement**, permettra d'atteindre les objectifs suivants :

1. inciter France Télécom à investir sur ses propres infrastructures,
2. attirer de nouveaux investisseurs pour le déploiement de réseaux très haut débit,
3. éviter la saturation des réseaux et du génie civil existant en permettant l'utilisation d'infrastructures alternatives
4. sécuriser les réseaux de communications électroniques en évitant de cumuler tous les réseaux dans les mêmes infrastructures,
5. favoriser une neutralité technologique des infrastructures et la liberté d'ingénierie pour les opérateurs.
6. accélérer le déploiement des réseaux très haut débit (objectif affiché du gouvernement),
7. favoriser la valorisation du patrimoine des collectivités

Le constat est simple : Une contrainte trop forte exercée sur France Télécom pour favoriser l'accès à son seul génie civil ferait perdre de l'intérêt à l'utilisation d'infrastructures alternatives qui existent et permettent une concurrence effective et pérenne sur ce marché.

1. Inciter France Télécom à investir

Les infrastructures génie civil de France Télécom sont parfois anciennes, régulièrement les fourreaux disponibles sont bouchés et nécessitent des investissements de remise en état pour pouvoir les utiliser. Si la concurrence est favorisée, France Télécom sera incitée à investir pour valoriser ses infrastructures. A contrario, la contraindre à diminuer ses tarifs, favorisera l'utilisation de ses seules infrastructures, limitera l'émergence de la concurrence naissante, n'incitera pas France Télécom à investir sur ses infrastructures et réduire en tout état de cause sa capacité d'investissement dans ce domaine.

2. Attirer de nouveaux investisseurs

En favorisant la concurrence sur ce marché (utilisation d'infrastructures alternatives), cela permettra indéniablement d'attirer de nouveaux investisseurs pour accélérer le déploiement des réseaux haut débit. **Cela permet de mobiliser des investisseurs potentiels comme les exploitants privés des dits réseaux d'assainissement.**

A contrario, favoriser l'utilisation du seul génie civil de France Télécom, en diminuant les tarifs d'accès à son génie civil, ferait perdre tout intérêt aux investisseurs potentiels d'intervenir sur ce marché et d'équiper les infrastructures alternatives. Cela empêcherait inmanquablement la concurrence sur ce marché et renforcerait le rôle d'acteur prédominant de France Télécom voire de goulot d'étranglement dans l'hypothèse d'un recours massif par les opérateurs du FTTx à la ressource constituée par les fourreaux de France Télécom. En outre, cela pourrait s'avérer préjudiciable aux propriétaires de ces infrastructures (tels que les collectivités) qui se verraient ainsi privés de ressources potentielles.

3. Eviter la saturation des réseaux

L'utilisation des infrastructures alternatives existantes permet de limiter les difficultés liées la saturation des réseaux existants, difficultés soulevées très justement par l'ARCEP. Il appartiendra à France Télécom, pour valoriser son patrimoine, de réaliser les investissements pour diminuer la saturation de ses réseaux et accroître son attractivité.

4. Sécuriser les réseaux de communications

Favoriser la concurrence et l'utilisation des infrastructures alternatives permettra de sécuriser les réseaux de communications électroniques. En effet, si tous les opérateurs sont incités à utiliser le génie civil de France Télécom, cela aurait pour conséquence de cumuler tous les réseaux dans une même infrastructure.

En cas d'incident sur cette infrastructure, tous les réseaux seraient ainsi coupés. En outre, s'agissant du marché de la boucle locale, il n'y a pas de redondance et donc de sécurisation des réseaux. Favoriser l'utilisation des infrastructures alternatives permet donc de sécuriser les réseaux de communications électroniques.

5. Neutralité et liberté d'ingénierie

L'ARCEP soulève très justement l'importance de la liberté d'ingénierie et la neutralité des infrastructures pour ne pas entraver la concurrence des opérateurs et leurs choix.

L'avantage évident de favoriser l'utilisation des infrastructures alternatives permettra aux opérateurs d'avoir une liberté beaucoup plus importante dans l'ingénierie de leurs réseaux et permettra de créer des infrastructures alternatives neutres car totalement indépendantes de France Télécom.

6. Accélération du déploiement

Permettre l'utilisation des infrastructures alternatives qui existent et qui ne sont pas saturées favorisera indéniablement le développement des réseaux très haut débit qui est l'objectif affiché du gouvernement.

Le fait de ne pas favoriser la mobilisation d'une ressource en infrastructure alternative existante peut avoir pour conséquence de ralentir le déploiement des réseaux très haut débit : problème de saturation, réticences de France Télécom, limites des moyens de France Télécom pour le traitement des demandes d'accès aux infrastructures, limitation de la liberté d'ingénierie pour les opérateurs...

7. Valorisation du patrimoine des collectivités.

Enfin et concernant les réseaux d'assainissement, leur utilisation aux fins d'installer des réseaux très haut débit permettra de valoriser ces infrastructures qui générera des recettes pour les collectivités et leur permettra, notamment, d'investir dans leurs réseaux d'assainissement.

A contrario, favoriser la seule utilisation du génie civil de France Telecom, n'incitera pas à faire émerger de nouveaux acteurs sur ce marché par le jeu de la concurrence et donc pas de recettes potentielles pour les propriétaires de ces infrastructures alternatives.